

*à enregistrer le 28 août. Révisé le 21 Août*

*Rev.*

*Controllé*



# LETTRES PATENTES DU ROI,

*En réformation de celles du 17 Mai dernier, données  
sur le Décret de l'Assemblée Nationale, du 14  
dudit mois, relatif à l'aliénation aux Munici-  
palités, de Quatre cents millions de Domaines  
nationaux.*

Données, à Paris, le 25 Juillet 1790.

**L**OUIS, par la grace de Dieu, & par la Loi  
constitutionnelle de l'Etat, ROI DES FRANÇOIS : A  
tous ceux qui ces présentes Lettres verront ; SALUT.  
Par nos Lettres Patentes données le 17 Mai dernier,



sur le Décret de l'Assemblée Nationale , du 14 du même mois , relatif à l'aliénation aux Municipalités , de Quatre cents millions de Domaines nationaux , Nous avons , sous le titre III , ordonné l'exécution des dispositions qui concernent les reventes aux Particuliers ; il Nous a été observé , sur l'article cinq dudit titre troisième , qui règle la quotité des premiers paiements à faire , que l'énonciation de la quotité du premier paiement à faire de la part des Acquéreurs des Biens de la *troisième* classe , a été omise dans la rédaction desdites Lettres Patentes , & voulant faire cesser ladite omission , nous voulons & ordonnons , conformément audit Décret , que la quotité du premier paiement à faire dans la quinzaine de l'adjudication par les Acquéreurs des Domaines nationaux de la troisième classe énoncée dans lesdites Lettres Patentes du 17 Mai dernier , soit réglée à raison de Douze pour cent du prix de l'acquisition.

MANDONS & ordonnons à tous les Tribunaux , Corps administratifs & Municipalités , que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs Ressorts & Départements respectifs. En foi de quoi Nous avons signé & fait contre-signer cesdites Présentes , auxquelles Nous avons fait apposer le Sceau de l'État. A Paris , le vingt-cinquième jour de Juillet , l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix , & de notre règne le dix-septième. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas* , par le Roi , GUIGNARD. Vu au Conseil, LAMBERT. Et scellées du Sceau de l'État.



LES ADMINISTRATEURS composant le Directoire du Département de l'Aisne, oui & ce requérant le Procureur-Général-Syndic, vu les Lettres Patentes du Roi, du 25 Juillet dernier, *en réformation de celles du 17 Mai dernier, données sur le Décret de l'Assemblée Nationale, du 14 dudit mois, relatif à l'aliénation aux Municipalités, de quatre cents millions de Domaines nationaux :*

Après que lesdites Lettres Patentes ont été lues, Séance tenante, ont arrêté qu'elles seront à l'instant transcrites sur le registre, qu'elles seront exécutées suivant leur forme & teneur, qu'elles seront réimprimées, & que des Exemplaires en seront adressés, à la diligence du Procureur-Général, aux Directoires de Districts, pour les faire transcrire sur leurs registres, & en distribuer à toutes les Municipalités de leurs Ressorts respectifs, qui seront tenues d'en faire faire pareille transcription, & de les faire lire, publier au prône des Messes Paroissiales, & de les faire afficher : de toutes lesquelles transcriptions, lectures, publications & affiches, il sera envoyé certificats, dans la quinzaine, au Procureur-Général, par la médiation des Procureurs-Syndics de Districts, qui sont invités d'y tenir exactement la main.

FAIT A LAON, le dix-sept Août mil sept cent quatre

( 4 )

vingt-dix. *Signé* LAURENT, *Président* ; RIVOIRE,  
DE BRY, LOYSEL, BEFFROY, COLLIETTE,  
QUINETTE, *Administrateurs* ; BLIN, *Procureur-  
Général-Syndic*.

*Contre-signé*, DEBATZ,  
*Secrétaire-Général du Département*.

---

A L A O N ,  
DE L'IMPRIMERIE D'AUGUSTIN-PIERRE COURTOIS ,  
IMPRIMEUR DU DÉPARTEMENT DE L'AISNE. 1790.